

FÉDÉRATION FO PUBLIC ET SANTÉ

Après la publication de la plate-forme de la Fédération Hospitalière de France (FHF)

FO réaffirme son attachement aux statuts des personnels et des établissements de la FPH

La Fédération FO des personnels des services publics et de santé a réuni son Bureau Fédéral les 12 et 13 janvier 2012, et son Comité National les 16, 17 et 18 janvier 2012. Les instances fédérales ont pris connaissance de la plate-forme politique de la Fédération Hospitalière de France (FHF) présentée lors de sa conférence de presse du 11 janvier.

La FHF propose aux responsables politiques qui présideront aux destinées de la France «d'engager la mutation des établissements sanitaires et médico-sociaux».

FO partage la nécessité de défendre les valeurs du service public de santé. Elles doivent permettre de lutter contre les inégalités d'accès aux soins, en dégageant les moyens financiers nécessaires à l'accomplissement des missions de services publics, alors qu'aujourd'hui l'enveloppe réservée à cette fin est devenue une «variable d'ajustement budgétaire». Il en est de même en ce qui concerne les critiques à l'égard du financement par la T2A.

A l'inverse, la fédération FO s'inquiète vivement des propositions ou recommandations de cette plate-forme en matière d'«assouplissement du statut des établissements» et de la gestion des personnels médicaux et non-médicaux travaillant dans la Fonction publique hospitalière. La FHF précise que «l'ensemble des axes d'évolution pose bien entendu la question du statut des personnes, comme celui des structures». (*)

Il en est de même quant à la proposition de revoir «le management des personnes, mais également des structures, (qui) doit être réinventé tout en s'appuyant sur la rénovation du dialogue social». Ce dernier «doit évoluer et dépasser la logique actuelle»!

Dans cet objectif, la FHF dessine un dialogue social développé à trois niveaux:

«- le premier concerne le ministère de la fonction publique s'agissant des rémunérations statutaires des agents publics;

- le second concerne le ministère de la santé s'agissant des modes d'exercice et des compétences des professionnels de santé;

- le troisième concerne les établissements eux-mêmes s'agissant de la gestion de l'ensemble des ressources humaines (conditions de travail, gestion des emplois et des compétences, projet de carrières, promotion, etc.).

- Ce dernier niveau s'appuie sur des accords cadres locaux, opposables eux-mêmes et inscrits dans des accords cadres nationaux signés entre les représentant des employeurs et les organisations syndicales représentatives».

Par ailleurs, la FHF souhaite s'appuyer sur un «régime d'intéressement par objectifs et par résultats, en complément du socle des rémunérations légales. Cet intéressement est défini par le directoire, sur la base d'un accord national discuté entre les représentants des établissements et les représentants syndicaux», ce que FO ne peut accepter.

La logique de ces propositions s'appuie sur les modifications importantes intervenues avec les accords de Bercy (que FO n'a pas signés) et la loi du 5 juillet 2010 portant «rénovation du dialogue social dans la fonction publique». Ces nouveaux dispositifs ont marqué la fin du paritarisme et l'instauration de deux «collèges employeurs» au sein du nouveau Conseil Commun de la Fonction Publique et du Conseil Supérieur de la Fonction Publique Hospitalière, l'un pour les représentants des collectivités territoriales, l'autre pour les représentants des établissements hospitaliers.

La FHF représente les conseils de surveillance des hôpitaux et les conseils d'administration des établissements médico-sociaux de la fonction publique hospitalière.

Les instances de la fédération FO rejettent sans réserve cette perspective qui remet fondamentalement en cause le statut des personnels de la fonction publique hospitalière et la nature juridique actuelle des établissements sanitaires et médico-sociaux.

Pour FO, les agents de la FPH relèvent d'un cadre statutaire sous la responsabilité du ministère de la santé.

En conséquence, FO rejette fermement toute idée de convention collective en lieu et place du statut pour les personnels de la fonction publique hospitalière, ou d'accords cadres négociés entre la FHF et les organisations syndicales. FO ne saurait accepter qu'une mue s'opère pour transformer la FHF en fédération des employeurs ou en fédération patronale du secteur public de la santé.

En conclusion, FO réaffirme son attachement au statut de la fonction publique hospitalière qui garantit l'égalité de traitement des fonctionnaires.

Le Secrétariat Fédéral

(*) Rappelons qu'en octobre 2007, la conférence des directeurs généraux de CHU s'était prononcée pour la transformation des CHU en EPIC (établissements publics à caractère industriel et commercial)

Communiqué du 24/01/2012



<http://fovatinier.free.fr/>